

Le mouvement a envoyé aux médias et aux députés un communiqué comprenant une quarantaine de revendications, jeudi.

Les revendications des "gilets jaunes" dépassent désormais officiellement la seule question des prix du carburant. Dans un long communiqué envoyé aux médias et aux députés, jeudi 29 novembre, la délégation du mouvement liste une série de revendications qu'il souhaite voir appliquées.

"Députés de France, nous vous faisons part des directives du peuple pour que vous les transposiez en loi (...). Obéissez à la volonté du peuple. Faites appliquer ces directives", écrivent les "gilets jaunes". Des porte-parole de la délégation doivent être reçus, vendredi à 14 heures, par le Premier ministre, Edouard Philippe, et le ministre de la Transition écologique, François de Rugy.

>> DIRECT. Réactions, blocages... Suivez la mobilisation des "gilets jaunes"

Augmentation du smic à 1 300 euros net, retour à la retraite à 60 ans ou abandon du prélèvement à la source... La liste comprend de nombreuses mesures sociales, mais également des mesures concernant les transports, comme la fin de la hausse des taxes sur le carburant et la mise en place d'une taxe sur le fuel maritime et le kérosène. Voici cette liste non exhaustive de revendications :

- Zéro SDF : URGENT.
- Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- Smic à 1 300 euros net.
- Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes.
- Grand plan d'Isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- Impôts : que les GROS (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE PME) payent petit.
- Même système de Sécurité sociale pour tous (y compris artisans et autoentrepreneurs). Fin du RSI.
- Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.
- Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- Pas de retraite en dessous de 1 200 euros.
- Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et au chèque-vacances.
- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
- Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.
- Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)
- Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Que les causes des migrations forcées soient traitées.